



Compte-rendu de réunion du groupe-thématique Genre

Le jeudi 16 mars 2023, de 15h00 à 17h00

En visioconférence

La réunion avait pour objectif de réfléchir ensemble à la pratique genrée de l'espace public et mieux traiter de cet aspect au niveau des politiques publiques locales et au niveau de nos coopérations décentralisées, dans une logique de réciprocité ; beaucoup de collectivités étrangères ayant une expertise très importante.

Introduction

Mot d'introduction d'Elise Pereira-Nunes, Adjointe au maire de Tours et Présidente du groupe thématique Genre

Avant d'introduire la session et de remercier les participantes et intervenantes, Elise Pereira-Nunes a rappelé les enjeux autour de la journée internationale des droits des femmes du 8 mars dernier ; un rendez-vous maintenant annuel des collectivités territoriales françaises qui sont très nombreuses à se mobiliser sur cette thématique. Le 16 mars 2022, c'était la mort de Mahsa Amini et les débuts du soulèvement populaire en Iran déclenché par les atteintes aux droits des femmes. Elise Pereira-Nunes a honoré la mémoire de Mahsa Amini, des prisonniers politiques, des Iraniens tués lors de ce soulèvement et a constaté que la mobilisation du peuple iranien n'avait pas cessé et que les collectivités françaises étaient toujours mobilisées.

L'espace urbain, étant pour la majorité des populations un environnement quotidien et familial, est en effet un vecteur d'inégalités profondes en matière de mobilité et de déplacements, d'accès aux espaces et aux équipements publics. Les villes, pensées par et pour les hommes, ne profitent donc pas à l'ensemble des populations. En France : 81% des maires sont des hommes, 75% des budgets publics alloués aux loisirs profitent aux jeunes garçons ; 95% des usagers des city stades et skate-parks sont de sexe masculin ; 40% des femmes ont renoncé à fréquenter certains espaces publics suite à des manifestations de sexisme dont elles ont été victimes. Par ailleurs, 68 % des Barcelonaises interrogées dans une étude publiée en 2020 par la plateforme en ligne RAAC et Zurich Seguros ont déclaré avoir changé leurs habitudes de mobilité, pour cause de sentiment d'insécurité.

La compréhension et la prise en compte du genre dès la mise en œuvre des projets d'aménagement à différentes échelles sur les territoires est la solution pour un développement inclusif et durable.

Notre réunion avait pour objectif de permettre aux collectivités du monde entier d'avoir des idées concrètes et des outils pour prendre en compte l'égalité femmes-hommes dans l'espace urbain et ainsi rendre les territoires inclusifs et durables. L'idéal étant à terme de favoriser les échanges d'expériences dans une logique de réciprocité, les coopérations décentralisées pouvant à la fois permettre de se pencher sur la prise en compte de la pratique inégalitaire de l'espace public de la collectivité partenaire mais aussi

sur celui de la collectivité française. Beaucoup de collectivités étrangères sont en avance sur nous, collectivités françaises, notamment l'Europe nordique, l'Espagne et l'Amérique latine.

Deux volets de cet enjeu universel des collectivités ont été abordés :

- Interne, par la formation des agentes, agents, élues et élus, la mise en lumière des inégalités et les moyens de remédiation dont disposent les collectivités ;
- Externe, par les actions de réappropriation des espaces publics en concertation avec les usagères et usagers de mise en visibilité des femmes.

Les différentes interventions ont soulevé les interrogations suivantes :

- Comment sensibiliser les élues et élus et autres décideurs à la prise en compte du genre dans les politiques publiques d'urbanisme pour un droit à la ville pour toutes et tous ?
- Que doit-on mettre en œuvre pour aménager/construire des villes plus inclusives et au bénéfice de toutes et tous ?
- Comment prendre en compte l'avis des populations, plus particulièrement les femmes, dans la mise en œuvre des projets d'aménagement des villes ?

Pour cela, nous avons bénéficié des éclairages de Corinne Luxembourg, Enseignante-chercheuse en géographie et aménagement à l'Université Sorbonne Paris Nord, experte sur la prise en compte du genre dans l'espace urbain qui a fait plusieurs travaux de recherche, notamment à Gennevilliers, ville populaire de banlieue au nord-ouest de Paris. Nous avons entendu également quelques expériences locales de collectivités françaises, comme celles de Bordeaux et du Département de Seine-Saint-Denis.

Ce sujet de l'égalité Femmes-Hommes dans l'espace public au prisme de la coopération décentralisée est un axe de travail qui avait été demandé par beaucoup de membres du groupe-thématique Genre.

Nous avons également prospecté sur les actions menées par les collectivités françaises sur cette thématique dans leurs coopérations décentralisées et nous n'avons pas pu en trouver, preuve que ce sujet doit être davantage mis en avant dans nos coopérations décentralisées. Nous avons également interrogé beaucoup de collectivités françaises pour savoir si elles avaient connaissance de ce que faisaient leurs collectivités partenaires sur la question de l'égalité femmes-hommes dans l'espace public et beaucoup étaient incapables de nous en faire part. C'est un sujet d'attention à garder, d'autant plus quand on sait qu'il existe de nombreuses collectivités étrangères très avancées sur ces sujets. Dans une logique de réciprocité, il y aurait beaucoup à en retirer.

Elise Pereira-Nunes a également rappelé l'importance de l'adhésion à Cités Unies France. C'est par cette adhésion que nous pouvons conserver ce type d'espace de partage, de réflexion et d'échanges que sont les réunions de groupe-pays et de groupe-thématiques.

I. Genre & Espace public, à partir du cadrage de l'atelier prévu aux RAICT 2022 « Réaliser l'égalité Femmes-Hommes dans l'espace public, ici et là-bas »

La session a débuté par un petit sondage de salle sur la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans l'espace public à différentes échelles. Il a révélé que les collectivités ne prenaient pas en compte cette thématique dans leurs coopérations décentralisées et qu'elles ne demandaient pas à leurs partenaires sur cette thématique. La réunion a montré que les services RI des collectivités communiquaient peu avec les services Genre/Femmes/Egalité/luttes contre les discriminations. Certaines collectivités ont indiqué que les liens entre les services étaient à construire. Le sondage a identifié quelques lieux publics sur lesquels les collectivités peuvent se pencher dans leurs coopérations : Aires d'autoroutes, Infrastructures sportives, Arrêt de bus/tram et transports publics, Toilettes publiques, Rues, axes de circulation piétons, Parcs, forêts et jardins publics, Quartiers défavorisés.

- **Corinne Luxembourg, Enseignante-chercheuse en géographie et aménagement à l'Université Sorbonne Paris Nord, experte sur la prise en compte du genre dans l'espace urbain (10 min)**

[Le diaporama de Corinne Luxembourg peut être demandé à l'équipe Genre de Cités Unies France. Ci-dessous se trouvent des extraits de ce diaporama]

Le genre, l'espace public

- « L'intérêt du genre, lorsqu'il est considéré comme une catégorie relationnelle, est de montrer que l'espace urbain est le produit de la relation entre masculinités et féminités (et pas seulement entre hommes et femmes), ce qui suppose l'examen des espaces physiques mais aussi symboliques et politiques que les femmes et les hommes, compte tenu de leurs positions respectives, reproduisent et même façonnent des espaces différents mais, en même temps, des espaces marqués par les inégalités.»

(Mosconi, Paoletti, Raibaud, « Le genre, la ville », Travail, genre et société, 2015)

Après avoir introduit la thématique du genre dans l'espace public, Corinne Luxembourg a insisté sur la prise en compte du temps dans l'espace public ; une dimension sous-traitée quand il s'agit de conception de l'espace public. Le temps (jour/nuit) est pourtant générateur de sentiments d'insécurité. Doivent être pris en compte le temps à l'échelle hebdomadaire, mensuelle et saisonnière. Cela induit une pratique de l'espace public différent.

Concernant le droit à la ville, Corinne Luxembourg indique que l'enjeu n'est pas tant que les femmes se « réapproprient » l'espace public (terme discutable selon elle) mais qu'elles décident des politiques publiques qui s'y appliquent.

Chaînes de déplacement

The slide contains three diagrams illustrating movement chains:

- Diagram 1:** A simple triangle connecting 'Domicile' (Home), 'Lieu de travail (déterminé ou non)' (Workplace), and 'Commerces' (Shops).
- Diagram 2:** A more complex network including 'Lieu de travail (déterminé ou non)', 'Lieu de travail (déterminé ou non)', 'Commerces', and 'Commerces-Façonnés pour les besoins locaux'.
- Diagram 3:** A highly detailed network with nodes for 'Domicile', 'Lieu de travail (déterminé ou non)', 'Commerces', 'Lieu de travail (déterminé ou non)', 'Commerces-Façonnés pour les besoins locaux', and 'Lieu de travail (déterminé ou non)'. It also includes text about 'Nécessaire pour la mise en œuvre de politiques publiques' and 'Nécessaire pour la mise en œuvre de politiques publiques'.

Ci-dessus, le modèle triangulaire de déplacement est un modèle de déplacement que l'on va trouver chez les hommes et chez les femmes, mais chez les femmes qui ne sont pas en charge d'autres personnes, plutôt jeunes, célibataires et qui s'assument financièrement). Le second modèle inclue des loisirs pour soi : quelque soit l'âge, c'est un modèle qui va répondre aux usages masculins (usage statique de l'espace public : hommes qui vont rejoindre des amis, faire du sport pour soi-même, ou femmes qui ont une tendance circulatoire plus importantes). Dans le dernier modèle, plus complexe, il s'agit du schéma circulatoire de femmes partant du lieu de travail. La complexité de la chaîne de déplacement est due aux stéréotypes de genre et aux tâches qu'on va allouer aux femmes (« double/triple journée » allouée aux femmes et la charge mentale qu'elle implique).

Odonymie

- Die (Drôme) : Répartition des voies portant un nom de personne et les représentations.

En lien avec des femmes de Die (Drôme), Corinne Luxembourg a cherché à identifier la répartition des voies portant des noms/représentations de femmes. (En jaune, les rues nommées d'après des hommes, en violet, des rues nommées d'après des femmes). Ce travail a permis de réaliser que les rues nommées d'après des femmes étaient généralement en périphérie des centres urbains, là où l'on construit et agrandit la ville.

La ville : par et pour les hommes

- Une construction politique androcentrée
- Un urbanisme genré, voire sexiste
- Des comportements individuels et collectifs masculins dominants, expression d'un patriarcat ancien et bien installé.
- Réduction des périmètres de circulation « autorisés » aux femmes...
- L'invisibilisation des femmes (art statuaire ou noms de rue...)
- Répétition et reproduction des stéréotypes de genre et des rôles attribués.

La ville est construite par les hommes avec un modèle masculin de circulation dans l'espace public, reproduisant les stéréotypes de genre.



Démarche méthodologique

Corinne Luxembourg indique avoir demandé à des hommes et des femmes de faire des cartes mentales de leurs déplacements pour mieux comprendre quels étaient leurs lieux de fréquentation. A partir de là, elle a essayé de tirer plusieurs questionnements sur comment aider les femmes à prendre leur place dans l'espace urbain. Elle a rencontré des femmes qui s'étaient co-organisées (Association « Les mamans sportives » qui a demandé à pouvoir bénéficier d'installations sportives pendant que leurs enfants sont à l'école. Ce sont des mères qui ne sont pas forcément à l'aise avec leur corps pour que ça les empêche de faire du sport, d'où la réservation d'une salle en non-mixité choisie). Corinne Luxembourg indique que les jardins partagés permettent aux femmes de prendre leur place dans l'espace public tout en faisant de l'exercice physique. Le jardin partagé répond à un besoin « faire à manger à sa famille » mais devient une activité plaisante et entretient voire développe les relations sociales des femmes. Plusieurs marches exploratoires de nuit avec des femmes ont été menées (à pied et à vélo). L'usage du vélo est problématique pour les femmes avec enfants, le 2^e enfant entraînant un abandon du vélo chez les femmes. Ces marches exploratoires ont permis de comprendre comment les femmes voient la nuit. Constat a été fait que la nuit n'est pas forcément source d'insécurité et qu'elle est même appréciée par les femmes interrogées. Le périmètre des logements est généralement un espace très familier, très connu et qui fait que le rapport à la peur est moins grand que si l'espace public n'était pas connu.

Le rapport à la nuit

Exclusion et inégalités ne sont pas présentes tout au long de la nuit. Il y a des temporalités dans la nuit ? L'intérêt des études sur la nuit, est son pouvoir « révélateur » de situations présentes le jour. La nuit les révèle et les rend plus criantes.

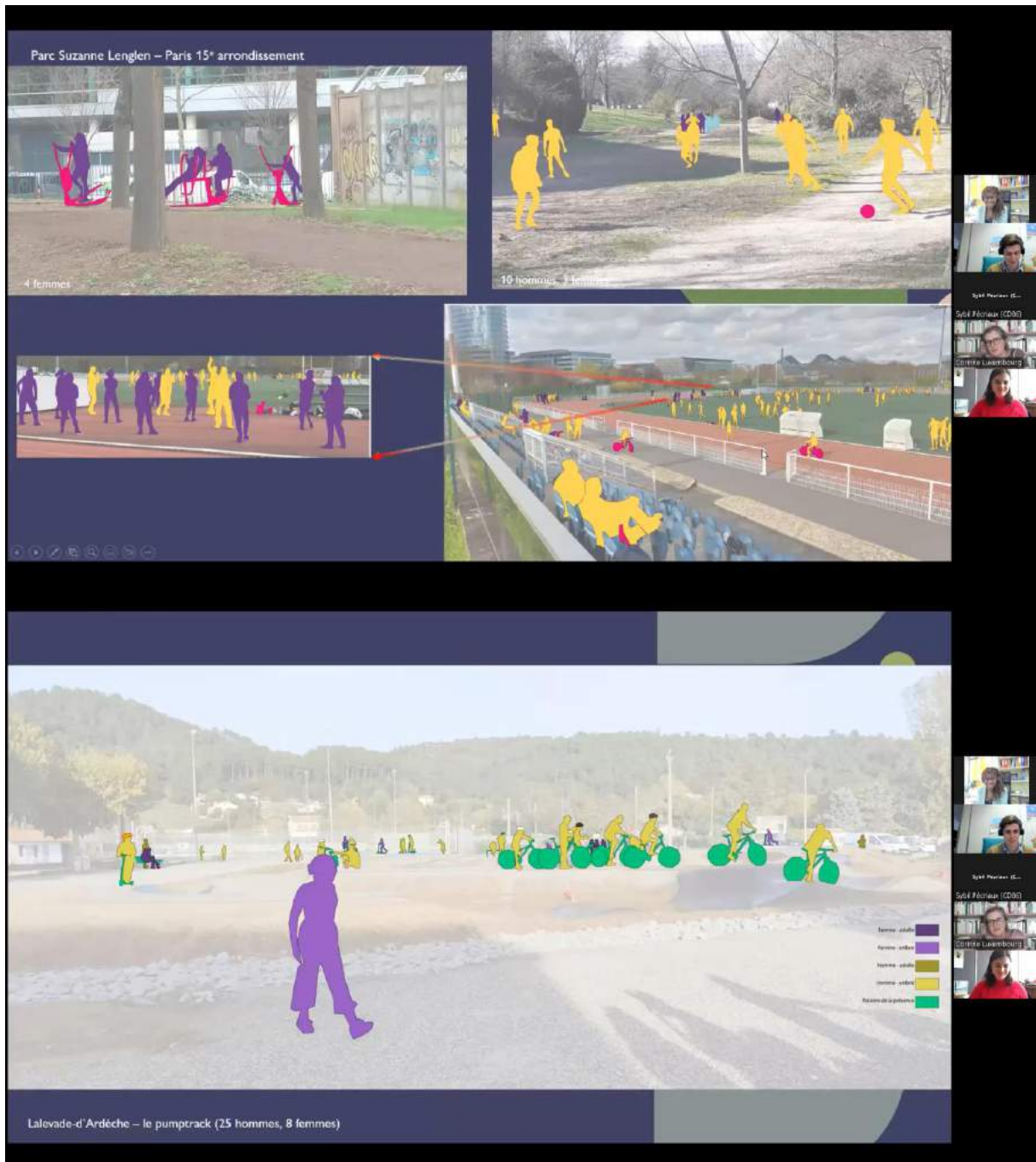
La nuit est un espace-temps avec ses propres codes, "modes d'emploi", en fonction des contextes socio-économiques et urbains. Le degré de connaissance de ces codes (un apprentissage) et la familiarité de l'espace urbain nocturne (son quartier par exemple), sont des facteurs qui permettent à des femmes geneveilloises de déclarer ne pas avoir peur dans leur ville.

L'autre lieu politique...

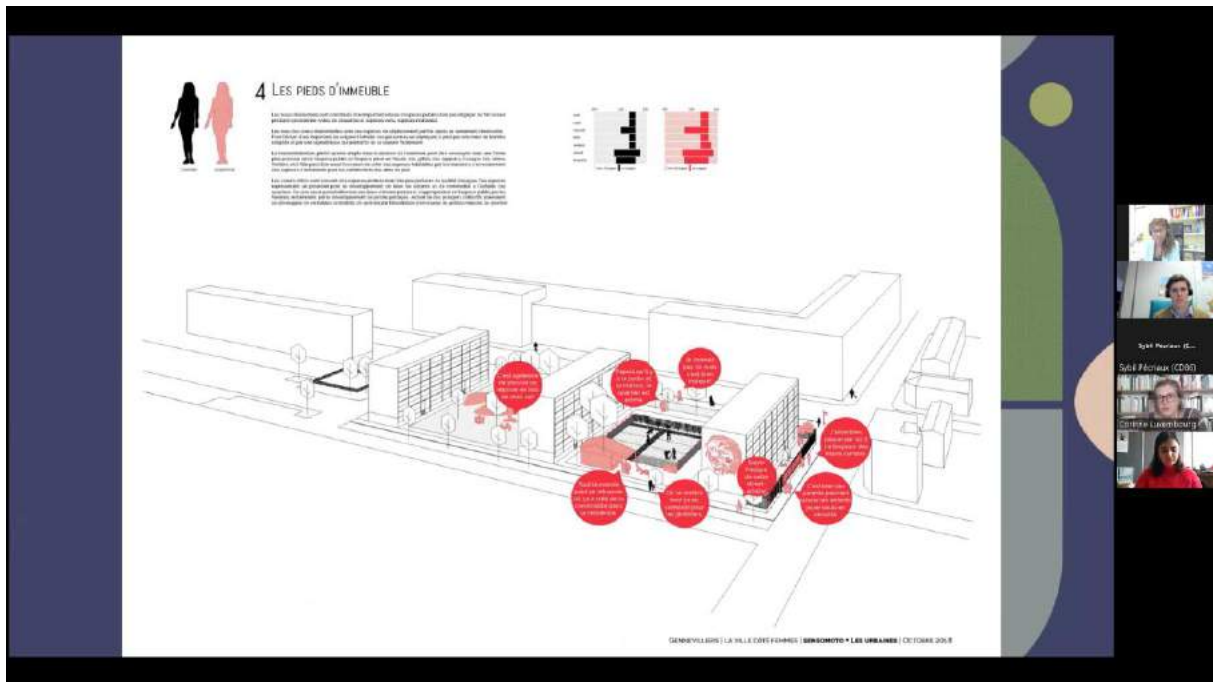
- Toilettes publiques : Aire d'autoroute, Boulogne-sur-Mer, Théâtre de Rouen...
- Questions : la surface dédiée, la gratuité de l'espace public, la mobilité...



L'importance a été mise sur les toilettes et les bancs dont l'usage est gratuit dans l'espace public. Il faut prendre en considération que beaucoup d'utilisateurs sont des utilisatrices et que parmi elles et dans la catégorie « personnes âgées », une part très importante est composée de femmes âgées.



Ces dernières photographies montrent l'utilisation de l'espace public au prisme de l'âge et du genre. Beaucoup d'utilisateurs étant de jeunes garçons.



Elise Pereira-Nunes a précisé que les politiques liées à l'espace public ne pouvaient être que transversales et que ce type de documentation devraient être diffusées aux services Urbanisme, Sport, etc des collectivités territoriales.

- **Expériences locales et internationales, dialogues de collectivités engagées sur la prise en compte des questions de genre dans l'espace public :**

Pour alimenter les collectivités sur des idées d'actions à déployer avec leurs collectivités partenaires sur l'égalité femmes-hommes dans l'espace public, la Ville de Bordeaux et le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis ont partagé leur expérience.

1. Expérience de Bordeaux, par Sarah Jégou, Chargée de mission Egalité Femmes-Hommes à la Mairie de Bordeaux

L'égalité d'accès aux espaces publics

- Programme de réaménagement de cours d'écoles et de crèches selon plusieurs critères (accessibilité, mixité, végétalisation).
- Favoriser la pratique sportive des femmes : Prise en compte du genre dans l'attribution des créneaux dans les clubs sportifs. Les femmes avaient les créneaux horaires dont ne voulaient pas les hommes. Des améliorations ont été mises en place avec ces clubs.
- Budgétisation sensible au genre : mettre en place des politiques publiques éga-responsables (2 axes travaillés en 2023 : les affaires culturelles et les subventions accordées aux partenaires associatifs) Intégration du genre dans ce qui est urbanisme et espace public

La visibilité des femmes dans l'espace public

- Nécessité de renommer des rues (fréquemment fréquentées) et établissements publics pour visibiliser les femmes, leurs histoires.
- Politique mémorielle de Bordeaux : pose de « pavés de la mémoire » honorant la mémoire de femmes déportées ou résistantes.
- Journées du patrimoine et du matrimoine

- Lancement d'une Charte égalité Femmes-Hommes des établissements culturels de Bordeaux qui se sont engagés à prendre davantage en compte les femmes artistes et la prise en compte de l'égalité professionnelle dans l'art et la culture

Lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans l'espace public

- Formation de nombreux structures privées et municipales et du réseau de transport métropolitain via le dispositif Demandez Angela (82 établissements membres du dispositif, 230 personnes formées, partenariats avec les associations droits des femmes et LGBTQI+ et la police nationale)
- Développement du service d'arrêt à la demande sur les bus de nuit depuis 2019
- Campagnes de communication contre les violences sexistes et sexuelles

La place des femmes dans la cité

- Gouvernance : L'égalité femmes-hommes est placée auprès de la 1ère adjointe qui est aussi en charge des finances et du défi climatique
- Formation des élu.es à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles
- Parité du conseil municipal des enfants
- Prise en compte du genre dans le cadre des projets de démocratie participative

2. Expérience du Département de la Seine-Saint-Denis, par Pascale Labbé, Vice-présidente du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis.

Le département a fait 2 plans d'action (2020-2022, 2022-2026) identifiant 60 actions pour la réalisation de l'égalité femmes-hommes dans l'espace public.

Don de noms de femmes aux nouveaux bâtiments publics

Toilettes mixtes dans les nouveaux collèges, ouvertes sur la cour, pour éviter qu'il n'y ait d'affluence que dans les toilettes filles et éradiquer les agressions sexistes et la prostitution dans les collèges. Un travail a été fait avec les collégiens et collégiennes pour les inviter à participer au réaménagement de leurs cours de récréations. Un travail a été fait sur « les jeunes et le sexisme ».

Des formations sur les agents qui travaillent dans les rues pour que les rues et les espaces soient accessibles à toutes et tous.

Réactions des participantes :

- Collectivité territoriale de Martinique : les décisions relatives à l'aménagement de l'espace public, aux grands travaux et infrastructures sont prises par une commission (Commission Aménagement du territoire, grands travaux, transports, infrastructures et risques majeurs) uniquement composée d'hommes.
- Département de Loire-Atlantique : Mission en Tunisie récemment effectuée, dans un contexte tunisien politiquement tendu qui influence aussi les actions de coopération décentralisée. Décision a été prise d'aider une association qui favorise l'accès aux femmes à une pratique sportive dans un lieu fermé, la chose étant couramment compliquée. Le Département soutiendra aussi les activités extrascolaire destinées aux jeunes filles (danse) pour les inviter à s'exprimer par le corps, y compris pour des représentations dans l'espace public. Ce besoin a été très ressenti lors de cette mission. Le département accompagne la décentralisation en Tunisie auprès de son partenaire et dans ce cadre, une formation sur l'égalité femmes-hommes a été faite auprès des secrétaires généraux du gouvernement de Mahdia. Un chargé de mission dédié à ces questions au CD44 s'est occupé de cette formation sur ce qu'a fait le CD44 et les stéréotypes des professionnels de la sphère publique. Cette partie intègre un projet financé par le MEAE.
- Savigny-le-Temple : Les questions de genre et d'égalité Femmes-Hommes restent toujours à l'esprit avec toutes les collectivités partenaires. La ville signera avec ses partenaires européens la Charte européenne pour l'égalité femmes-hommes.

- Jamie Just, du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), indique que cette charte a également sa version africaine et euro-méditerranéenne et qu'un guide indique comment une collectivité signataire peut les mettre en œuvre.
- Clare Hart, Vice-présidente de la Métropole de Montpellier : Partage d'expérience avec les villes jumelles de Montpellier : création d'une ville sûre (safe city) avec lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Dans ce premier cas, il s'agit du déploiement du dispositif Maguelone¹ (réseau d'établissement refuges formés aux violences de genre et prise en charge des victimes, ils peuvent accueillir les femmes faisant face aux violences de rue). Clare Hart approuve l'idée de partager les différents projets des CTF sur la prise en compte du genre dans l'espace public.

Sondage : Traitez-vous de l'égalité Femmes-Hommes dans l'espace public dans vos coopérations ?

- OUI (54%)
- NON (21%)
- A réfléchir (25%)

Commentant le sondage, Constance Koukou, cheffe du service Animation géographique & thématique et référente Genre à CUF, incite les participantes à interroger leurs collectivités partenaires sur la réalisation de l'égalité Femmes-Hommes dans l'espace public car de nombreuses collectivités étrangères ont une expertise poussée sur les sujets de genre.



- **Retour sur la session co-organisée par CUF au Forum urbain mondial de Katowice : « Métabolisme urbain et équité de genre, Comment transformer nos villes pour un meilleur avenir urbain qui prenne en compte la majorité des habitants de leurs territoires ? »**

CUF s'est rendu au Forum Urbain mondial, un forum biennuel en présence de Céline Papin, adjointe au maire de Bordeaux en charge des relations internationales et représentant Elise Pereira-Nunes, adjointe au maire de Tours en charge des RI et présidente du groupe-thématique Genre, retenue à la dernière minute. Cette réunion, dédiée à la transformation des villes au prisme du genre en faveur d'une meilleure inclusion de toutes et tous, a été animée par le Dr Lorenzo Khilgren Grandi et a notamment fait intervenir la ville de Bogotà, très innovante en la matière. L'atelier a été préparé par Cités Unies France (Constance Koukou), la Ville de Tours (Aude Sivigny), Bordeaux Métropole – Ville de Bordeaux (Marie-Elisabeth Sapin, chargée de mission Relations internationales) en lien étroit avec le City Diplomacy Lab/ Columbia Globa Center de Paris.

Plus d'informations ici : <https://cites-unies-france.org/11eme-Forum-Urbain-Mondial-2022-Session-Metabolisme-urbain-et-equite-de-genre>

II. Vie du groupe thématique et informations générales

¹ Plus d'informations : <https://www.montpellier.fr/4750-dispositif-maguelone.htm> [consulté en avril 2023]

- Morgane Millon, MEAE : Retour sur l'AAP DAECT Egalité Femmes-Hommes (10 min)

La 2^e édition de l'Appel à projets Egalité Femmes-Hommes s'est clôturée début février. Les projets déposés sont en phase de validation.

Morgane Millon fait le bilan de la première et deuxième édition de cet AAP. En 2023, elle constate que moins de collectivités ont répondu à cet AAP ; un phénomène qui s'observe sur d'autres appels à projets de la coopération décentralisée, sans doute pour raisons budgétaires et parce que les projets de la première édition ne se sont pas clôturés.

Morgane Millon a présenté les projets lauréats de cette 2^e édition :

- Projet porté par la Région Grand Est (appui GESCOD) avec le Sénégal, le Maroc, le Togo et le Bénin sur la lutte contre les violences faites aux femmes, l'appui à l'insertion socio-économique des femmes et le partage des différentes expériences par un dialogue entre les différentes mises en œuvre du projet.
- Projet porté par le Conseil départemental de la Réunion avec la Grande Comore « Les mamies coco-boxeuses pour lutter contre les violences faites aux femmes en Grande Comore » : le premier volet ciblera des femmes victimes de violences (Réunionnaises et Comoriennes, à parité) par des cours d'aérobic intergénérationnels et des cours de cuisine locale/régionale. L'observatoire des violences faites aux femmes sera en appui, notamment pour la mise en place de cercles de parole et de réflexion avec les femmes parties prenantes. Les mamies parties prenantes du projet sensibiliseront les élèves de collèges et lycées de la Réunion.

Dès 2024, le MEAE sera beaucoup plus exigeant sur l'intégration de la dimension Genre dans les projets de coopération décentralisées où un financement du MEAE est sollicité, quel que soit l'appel à projet de la DAECT concerné (géographique ou thématique).

Collectivités lauréates de l'AAP Egalité Femmes-Hommes en 2022 :

Collectivité territoriale française cheffe de file	Autorité(s) locale(s) partenaire(s)	Titre du projet
Ville de Tours	Ville de Port-Bouët (Côte d'Ivoire)	EGALES : Egalité des Genres, actions locales d'éducation et de sensibilisation
Conseil régional du Grand Est	Département d'Oussouye (Sénégal), Région de l'Oriental (Maroc), Région Centrale (Togo), Département de l'Alibori et du Borgou (Bénin)	Soutien à la protection sociale, sanitaire et insertion économique des femmes
Communauté urbaine de Dunkerque Grand Littoral	Gouvernorat de Ngazidja (Comores)	En avant les femmes !
Conseil régional d'Île-de-France	Commune urbaine d'Antananarivo (Madagascar)	A voix haute ! Parole de femmes
Conseil départemental de Loire-Atlantique	Gouvernorat de Mahdia (Tunisie), Gouvernorat de Jénine (Territoires palestiniens), Conseil préfectoral d'Agadir (Maroc)	Structuration d'un partenariat multi-pays : renforcement d'associations et d'institutions marocaines, tunisiennes, palestiniennes et françaises luttant contre les violences faites aux femmes

Aude Sivigny, Cheffe de projet à la ville de Tours, réagit sur les propos de Morgane Millon sur le besoin de sensibiliser sur les inégalités de genre. Au cours de ses activités avec Centraider, le RRMA de la Région Centre, elle a observé qu'attirer l'attention des acteurs de l'AICT / ECSI sur l'importance des marqueurs Genre est essentiel.

- Clare Hart, Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, Déléguée au Rayonnement international et Coopération européenne : Retour sur la CSW 67, 67ème session de la Commission de la condition de la femme se tenait du 6 au 17 mars 2023

Immense rassemblement de femmes élues de toute nature (ministre, élus territoriaux, ONG) du monde. Clare Hart y est venue au titre du Comité permanent pour le partenariat euro-méditerranéen des autorités locales et régionales (COPEM), basé à Palerme, promouvant la coopération inter-régionale, avec des membres scientifiques et techniques. Le COPEM a préparé une charte pour l'application d'une justice de genre (égalité femmes-hommes, santé, sécurité et sûreté, discriminations, emplois, formation, culture, loisirs, entrepreneuriat). Le CSW97 a travaillé sur l'innovation, l'éducation dans l'ère numérique et comment cela a impacté l'égalité femmes-hommes dans la société. Il y a eu des réflexions très riches sur comment la technologie pouvait faire avancer l'égalité Femmes-Hommes. Les participantes ont constaté que les pays du Nord ont du retard par rapport aux pays dits du Sud sur la représentation des femmes dans les différentes sphères. L'essentiel du public était féminin et les participantes s'accordaient sur le fait que l'atteinte de l'égalité Femmes-Hommes ne peut pas se faire sans les hommes, surtout au niveau décisionnel.

Clare Hart invite à la lecture des différentes chartes qui sont très complètes et précises, et permettent d'avoir une bonne base de discussion avec les collectivités partenaires.

- Questions autour de l'Exposition « 24h de la vie d'une femme » accueillie à Bordeaux et présentée à Marseille

Un point a été fait sur l'exposition « 24h de la vie d'une femme » a été présentée à Bordeaux du 1^{er} octobre 2022 au 6 novembre 2022 et sera accueillie à Marseille du 6 avril au 20 mai 2023.

Ce point était essentiel car l'exposition propose une réflexion poussée à un tout public sur ce qu'est être une femme dans le cercle familial, la société et l'espace public, en France et dans le monde. Le lien avec l'AICT est à valoriser, car l'exposition permet d'apporter une plus-value internationale à un public français, dans une démarche d'ECSI.

Ce point s'est voulu technique pour que les collectivités échangent entre elles des éventuelles problématiques rencontrées et des solutions mises en place, en lien avec les prérogatives demandées.

Sarah Jégou, Chargée de mission Egalité Femmes-Hommes à la Ville de Bordeaux a fait un retour sur le volet technique de l'exposition, qui a été accueillie à CapSciences (Bordeaux), un musée privé qui n'appartient pas à la Ville. C'est un projet qui a été mené pendant 1 an avec les associations du territoire. Un appui parallèle de SO Coopération (RRMA de Nouvelle-Aquitaine) a été apprécié et a aidé à sélectionner 7 projets. L'exposition n'en est pas vraiment une, l'on s'approche plus du spectacle vivant. A la fin de l'exposition, une salle pour échanger était à disposition avec la présence de la directrice artistique, des associations du territoire et des médiateurs. L'exposition demande 100 000 euros à la collectivité accueillante. La Ville de Bordeaux a donné 20 000 euros partagés entre la Mission Egalité et la Direction de la culture. Le reste étant partagé entre le Département et la Région.

Elise Peirera-Nunes rappelle qu'il faut mettre 400 m² à disposition pour accueillir l'exposition, pendant 5 semaines.

Anne de Maximy, Chargée de mission RI à la Ville de Marseille, a partagé son expérience d'appui à l'installation de l'exposition. Cet appui est de nature technique : mise à disposition d'un local pour des répétitions, de la logistique, prêt de matériel, mobilisation des associations locales. La Ville est vraiment dans l'accompagnement de la mise en place de cet évènement. Le travail se fait aussi en collaboration avec Territoires solidaires (RRMA région Sud). Madame Cécile Delalande a indiqué que l'importance était surtout le lieu d'accueil, des réductions sur le temps d'accueil de l'expositions peuvent être envisagées (pour raisons budgétaires). Il y a aussi une question d'embauche de comédiens car ils ne sont pas systématiquement les mêmes d'une ville à l'autre, des comédiens/comédiennes locaux sont recrutés. Il est possible de redimensionner le projet. C'est l'occasion de mobiliser les associations locales. Une nouvelle maison des femmes est à Marseille. Le monde du sport est aussi mobilisé, un joueur de l'équipe de foot de l'OM fera la communication autour de cette exposition.

Une liste existe déjà des prochaines collectivités qui accueilleront l'exposition dans les prochains mois et prochaines années.

- Points divers : RAICT 2023

Les prochaines RAICT auront lieu les 18 et 19 septembre 2023 à Paris.

Conclusions

En conclusion, Elise Pereira-Nunes remercie les participantes et intervenantes. Elle rappelle que le [site internet de Cités Unies France](#) regorge de ressources sur les sujets Genre entre autre, et qu'un répertoire Genre est aussi disponible à la demande.

Liste des participants à la réunion du groupe-thématique Genre, 16 mars 2023

NOM & Prénom	Fonction / Mandat	Collectivité / Organisme représenté
PEREIRA-NUNES Elise	Adjointe au Maire de Tours, chargée des Relations internationales	Ville de Tours
AMIRAULT-DEISS Marie-Bernard	Directrice du service RI	Ville de Tours
SIVIGNY Aude	Cheffe de projet	Ville de Tours
DEROY Elise	Stagiaire CUF	CUF
LANVIN Thomas	Appui Genre	CUF
KOUKOUI Constance	Cheffe du service Animation géographique et thématique - Référente Genre	Cités Unies France

EMOND Emilie	Responsable des Relations internationales	Epinay-sur-Seine
JEGOU Sarah	Chargée de mission Egalité F-H	Ville de Bordeaux
SAPIN Marie-Elisabeth	chargée de mission Relations Internationales	Ville de Bordeaux - Bordeaux Métropole
KOHLER Juliette	Chargée de mission (Direction des Relations Internationales)	Ville et Eurométropole de Strasbourg
PERRIER Eléonore	Chargée des relations internationales	Ville de Gennevilliers
SIVIGNY Aude	Cheffe de projets internationaux	Ville de Tours
PEREIRA-NUNES Elise	Adjointe au Maire de Tours, présidente du GT Genre	Ville de Tours
DERIGENT Gisèle	Déléguée Territoriale à l'Egalité Femmes-Hommes	Collectivité Territoriale de Martinique
ALTONA Oriane	animatrice	Karib Horizon
SCHMIDLIN Flora	Chargée de mission	GESCOG
BOENS Laurence	Cheffe de projet égalité professionnelle F/H	Communauté Urbaine de Dunkerque
SERIKET Lynda	chargée des affaires institutionnelles égalité FH et Observatoire des violences envers les femmes	CD 93
LABBE Pascale	Vice Présidente du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	CD93
LAOUFI Kulthum	Chargée de projets de solidarité internationale et d'animation territoriale	CD 93
REBILLET Aurélie	Chargée de mission égalité femmes-hommes	Ville de Lille
GOURDIN Juliane	Chargée de mission Relations internationales	Mairie de Toulouse
COSTES Tamara	chargée des relations internationales	Ville de Savigny-le-Temple
SIVIGNY Aude	Cheffe de projets internationaux	Ville de Tours
MERCIER-JOYEUX Carole	Cheffe du Service international	Département de Loire-Atlantique
DA SILVA FERREIRA Yolande	Agente de gestion administrative, comptable et gestionnaire de projets internationaux	Département de Loire-Atlantique
MERLEN Clothilde	assistante gestionnaire administrative service international	Département de Loire Atlantique
SALLE Elsa	Stagiaire au service international	Département de Loire-Atlantique
KHELLADI Leïna	Responsable Relations Internationales et Coopération décentralisée	Ville de Bouguenais
FOUQUET-BONANNO Joséphine	Chargée de Mission Service Relations Internationales	Métropole du Grand Nancy
DIOUF Maty (excusée)	Adjointe au maire de Nice - conseillère métropolitaine Nice Cote d'Azur et administratrice du CCAS	Ville de Nice

SAHOUR Nasser (excusé)	Chargé de mission auprès de madame Maty DIOUF Adjointe au maire de Nice	Ville de Nice
FERNEZ Clara	Chargée de mission Partenariats internationaux	Rennes Ville/Métropole
FREMINET Sandrine	Chargée de mission	CentreVal de Loire
JUST Jaimie	Conseillère politique - égalité et diversité	CCRE / PLATFORMA
PASCO Patricia	Responsable RICD	Ville de BOUGUENAI
SCHALLER Aurélie	Chargée de mission	Ville de Marseille
de MAXIMY Anne	Chargée de mission	Ville de Marseille
ESSABRI Basma	Stagiaire	Ville de Marseille - Mission Relations Internationales
LE SCIELLOUX Muriel	Chargée de mission	Pays de la Loire Coopération Internationale
CHAUVEAU Fatou	DGA Action Territoriale et Internationale	Ville de Mamoudzou
RAKOTO Claudie	Conseillère municipale déléguée en charge de la coopération internationale	Ville de Mamoudzou
BIBI Zohra	Chargée des Relations Internationales et lutte contre les discriminations	Ville de Creil
RÉMION Cécile	Coopération Euro-méditerranéenne	Métropole Nice Côte d'Azur
PECRIAUX Sybil	Conseillère départementale C86	Département de la Vienne
HART Clare	Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole	Montpellier Méditerranée Métropole
PAPA Clémentine	Chargée auprès du cabinet	Montpellier Méditerranée Métropole
MILLON Morgane	Chargée de mission	MEAE/ DAECT (Délégation pour l'action extérieure des collectivités)
LUXEMBOURG Corinne	Enseignante-chercheuse en géographie et aménagement à l'Université Sorbonne Paris Nord	Université Sorbonne Paris Nord